

FRANCE TELECOM, LA POSTE, UNIVERSITE... LA PRIVATISATION POUR LES NULS

Villepin versus Sarko : le match du siècle (catégorie poids mouches) oppose deux des derniers tauliers qu'ont connu ce début de siècle, sous les yeux des caméras du monde entier, préoccupées par le scoop sanguinolent dont personne n'a rien à foutre, détournant le regard de ceux qui crèvent à France Telecom. La polémique sur les bonus des traders, orchestrée par l'Elysée, n'est que poudre aux yeux, de même que celle sur les paradis fiscaux, mise en scène lors du G20 avec Mister Obama en guest star. Pendant ce temps là, on privatise, on licencie, on pousse au suicide...

Actualité, réflexions et débats, lisez le mensuel

ALTERNATIVE
LIBERTAIRE



Lieux de vente dans la région sur: www.al-alsace.tk

Table de presse: mercredi, 12h30-14h30, patio de l'Université, Strasbourg.

Vente: 2^{ème} samedi du mois, place du marché à Neudorf, 10h45-11h45.

Lettre de d'infos AL en Alsace, inscription sur:

alterlib.alsace@gmail.com

Abonnement: chèque à l'ordre d'Alternative libertaire 20€ pour un an ou 15€ tarif réduit (chômage, précarité, études), 30 € tarif international.

Aliéner plus pour gagner plus

La crise est finie, on ne nous y reprendra plus à se gaver de foie gras d'actions et autre subprimes au champagne...les bonnes résolutions des banquiers nous rassurent ! Les innombrables signes de reprise économique que l'on nous matraque depuis quelques mois n'ont pas empêché le chômage de continuer d'augmenter, partiel ou à temps plein. Mais consommez ! Achetez ! Sauf que c'est le travail qui est en solde avec le RSA. Plus la peine de verser une paie complète, des rognures de salaire suffisent puisque l'Etat comblera le reste. Hirsch institutionnalise le détournement de fonds publics à destination de la poche des patrons.

Des patrons qui se permettent de venir les mains dans les poches annoncer avec mépris le licenciement de 97 personnes à Rohm et Hass, sous-traitant du secteur automobile, dans le Loiret. Et ceux et celles qui n'acceptent pas de voir leur vie sacrifiée sur l'autel du profit se battent isolé-e-s, stigmatisés comme « preneurs d'otages » par des médias moralistes pour avoir retenu leur patron dans la nuit du 5 au 6, presse infoutue

de se préoccuper de vrais enjeux : comment survivre à la charge d'un capitalisme revigoré par les fonds publics alloués suite à son indigestion de subprimes ?

L'Etat, ça sert à quoi ?

Ce sont les mêmes grands spécialistes de l'économie qui se moquent aujourd'hui ouvertement des 2 millions de personnes qui ont souhaité s'exprimer contre la privatisation de la Poste lors des « votations citoyennes » qui se sont déroulées du 28 septembre au 3 octobre. En traitant cette initiative de farce, le parti-Etat UMP illustre bien l'intérêt qu'il porte aux classes populaires. Il nie la

réalité des faits, remplaçant le mot de « privatisation » par « libéralisation du marché » et « changement du statut de la Poste ». Il n'hésite pas à promettre que l'Etat restera actionnaire unique de la Poste, sur le m ê m e m o d e



ANTICAPITALISME
SOLIDARITÉ
AUTOGESTION

certitude que Sarkozy utilisait pour nous chanter en 2004 que l'Etat resterait actionnaire majoritaire de GDF à hauteur de 70% (30% aujourd'hui).

Cette « ouverture au marché » est celle qui sévit aujourd'hui à France Telecom. Pour se débarrasser des fonctionnaires et embaucher un maximum de précaires à leur place, la direction impose une gestion ultraviolente du personnel : changement de région obligatoire pour tous les cadres tous les 3 ans, restrictions des libertés syndicales, surveillance et évaluation permanente... une culture d'entreprise sur le modèle

dictatorial qui va jusqu'aux menaces de retenues sur salaire pour des salariés strasbourgeois désireux d'observer une minute de silence en mémoire de leur collègue ayant mis fin à ses jours d'esclavage. Un modèle que les écoles de management ont depuis longtemps institué, générant démissions, maladies, dépressions et suicides. Aucun de ces négriers patronaux ne mérite que l'on périsse ou dépérisse sous leur fouet.

Plus loin ensemble.

Mais le mépris pour la population ne s'arrête pas là chez les grands patrons de l'Etat, qui vont jus-

qu'à financer une campagne de pub télévisée pour le ferroutage, faisant passer la SNCF pour une entreprise « verte », alors qu'elle supprime dans le même temps 5 à 7 000 postes de cheminots et cheminotes, multipliant par 3 le péage payé par le fret à l'Etat et transférant 60% du trafic de wagons isolés de fret vers les camions de la compagnie Géodis. Quel coup de maître : privatiser et augmenter le trafic routier d'un coup... Que ce soit à la SNCF, à la Poste, à France Télécom, dans l'automobile ou ailleurs, les intérêts des usagers et usagères comme des travailleurs et travailleuses sont ouvertement bafoués par ces mêmes chantres du capitalisme « moralisé ».

Crise ou pas crise, il ne nous reste qu'à nous battre pour défendre nos intérêts et sauvegarder notre dignité. Les luttes de l'université contre la LRU qui organise la privatisation de l'enseignement supérieur, les luttes de l'enseignement secondaire et primaire contre les suppressions de postes et contre l'évolution réactionnaire de l'éducation, les luttes de General Motors à Strasbourg contre la menace de fermeture ou de licenciements massifs, les luttes des brasseurs contre la poursuite de la casse du secteur brassicole alsacien, sont autant de moyens de se réapproprier le pouvoir de décision qui nous a été volé par une clique de charlatans de l'Elysée à la bourse. Ils sont incapables de gérer les affaires dans l'intérêt de tous et de toutes, mais prétendent que nous saurions pas faire les choix qui s'imposent ! Aujourd'hui, la situation nous impose de les éjecter de leur tour d'ivoire !

**OCCUPATION
RÉQUISITION
AUTOGESTION !**

La loi Carle :

Un petit vote pour le parlement, Un grand pas vers la privatisation de l'enseignement !

Le 29 septembre, le parlement a voté la loi du sénateur Carle, qui oblige les municipalités à financer les écoles privées où sont scolarisées des élèves de la communes.

Déjà que les enseignants du privé sont payés par l'Etat, c'est maintenant les établissements eux-mêmes qui seront subventionnés par les communes... et ce sont les mêmes députés qui nous parle d'une concurrence libre et non faussée !

Après les accords Kouchner-Vatican de l'an passé, reconnaissant à l'Eglise catholique le droit de dispenser des diplômes publics, la privatisation de l'enseignement est en bonne voie !



**ON FABRIQUE,
ON VEND ON SE PAIE**

Qui sommes-nous ?

Nous sommes **communistes** et **libertaires**, et combattons le capitalisme et les oppressions qu'il engendre.

Le **communisme** n'a rien à voir avec le système étatique d'exploitation de l'ex-URSS. Il vise l'abolition des privilèges et de l'exploitation née de l'appropriation des moyens de productions par quelques individus.

Nous voulons nous débarrasser des **hiérarchies**, qui permettent à une classe de s'accaparer les pouvoirs !

Ce changement de société ne peut s'opérer que par le renversement **révolutionnaire** du capitalisme par l'ensemble des exploités !